

LA VOIX



N° 10 2€
Mars-avril 2014

des Communistes

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

LA BOURGEOISIE AU POUVOIR C'EST LA DÉBÂCLE SOCIALE

LE PROLÉTARIAT LIBÉRÉ DE SES ILLUSIONS
EST SEUL CAPABLE DE CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ
DÉBARRASSÉE DES MAUX DU CAPITALISME



SOMMAIRE

ROMPRE AVEC LES JEUX POLITIQUES DES PARTIS BOURGEOIS	p 2
LE MOUVEMENT OUVRIER ET SES DIFFICULTÉS	p 6
LA LIBRAIRIE DU ROCML	p 11
LE PARTAGE DES RICHESSES	p 15
A PROPOS DE L'APOLITISME DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL	p 19
ÉLECTIONS MUNICIPALES	
notre position de principe	p 20
Elections municipales à Roubaix	p 21
UKRAINE – notre analyse	p 22
CRIMÉE – notre analyse	p 23
CRIMÉE – Déclaration de la Fédération Syndicale Mondiale	p 24

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Adresse électronique de la JCML :
jcml.nationale@yahoo.fr

Adresse postale ROCML et JCML :
ASS. GRANDROC
Villa OctoSun 3 clos de lutché
31380 GARIDECH

Site du ROCML
<http://www.ROCML.ORG>

* EDITORIAL

ROMPRE AVEC LES

2014 est une nouvelle année électorale : les municipales en mars, et les européennes au mois de mai. Dans ce contexte, on verra se répéter le scénario de l'opposition droite-gauche et plus précisément UMP-PS adapté aux terrains de ces élections. Les uns accuseront les autres de ne pas tenir leurs promesses et les seconds accuseront les premiers d'être les responsables des difficultés présentes. En marge de ces deux pôles, le Front de Gauche et le Front National tenteront d'exploiter le dégoût qu'inspire le spectacle archi-usé du faux affrontement droite gauche, pour s'attirer une partie des électeurs. Ils utiliseront pour cela des discours plus claquants pour flatter les révoltes qui montent et récolter les fruits électoraux de la désespérance des prolétaires désorientés.

Le soir des élections, tout le monde prétendra avoir gagné ou résisté avec succès à la défaite. Quelques têtes s'effaceront, quelques autres apparaîtront. Mais la réalité restera la même, et il en est ainsi après toutes les élections qui se succèdent au fil des années, quel que soit leur niveau. Ensuite, quand les tréteaux du spectacle seront démontés et rangés en attendant les prochaines, rien ne changera. Mais les fondés de pouvoir politiques du capital pourront continuer à gérer les affaires de la bourgeoisie, avec la légitimité du choix «démocratique». Dans son œuvre théorique L'ÉTAT ET LA REVOLUTION, Lénine

JEUX POLITIQUES DES PARTIS BOURGEOIS

démasquait déjà cette grande illusion électorale dans laquelle tous les partis intégrés au système politique républicain bourgeois attirent les exploités: «Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.»

Cette vérité apparaîtra ainsi de nouveau dans quelques mois, d'autant plus qu'un maire ne peut pas faire grand-chose pour résoudre les problèmes économiques et sociaux généraux de ses administrés (quel maire a pu empêcher la fermeture d'une entreprise dans sa commune?) et que le parlement européen, comme tous les parlements, n'est qu'une chambre d'enregistrement des politiques tracées par les cercles restreints d'oligarques au service du capital financier. Bref, pour la classe ouvrière, il n'y a rien à attendre des élections, qu'elles soient municipales, européennes, législatives ou présidentielles.

Nombreux sont les travailleurs, militants ou pas, qui ont pris conscience de cette impasse de l'électoralisme. Elections ou pas en effet, avant et après, la réalité ne change pas.

Ces effets, tout travailleur les connaît: fermetures d'entreprises de production, restructurations dans les secteurs du commerce et des transports, emploi pré-

carisé... avec les licenciements qui suivent et le chômage qui monte sans discontinuer, salaires et pensions bloqués ou en baisse, prestations sociales (chômage, sécu) diminuées, services publics utiles (école, santé publique, poste, transports) à la dérive... Augmentation des taxes, des impôts directs et indirects... Voilà la réalité quotidienne vécue par des millions de prolétaires. **Tous les discours politiques n'y ont jamais rien changé et n'y changeront jamais rien (ou pas grand-chose et pas durablement). La raison, c'est que les causes qui engendrent les difficultés et la misère des prolétaires restent inchangées. Et les effets sont donc les mêmes.**

ALORS, N'Y-A-T-IL RIEN A FAIRE?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord connaître les causes profondes du pourrissement économique et social.

Après 30 années d'expansion post deuxième guerre mondiale, le système capitaliste impérialiste est entré à partir des années 1970 dans une crise économique générale dont les racines se trouvent dans les lois et les mécanismes de ce système lui-même : Recherche du profit le plus élevé possible en taux et en volume, baisse tendancielle des taux de profits due à la nécessité d'investir toujours plus pour faire face à la concurrence, distorsion entre les capacités de production et le marché solvable des marchandises.

Les pays constitutifs de ce système ont trouvé momentanément dans l'effondre-

ment du COMECON (URSS et pays de l'Est) un espace providentiel pour exporter les capitaux en réalisant des taux de profit avantageux grâce aux coûts de main-d'œuvre bas. L'essor du capitalisme en Chine a étendu cette possibilité en ouvrant ses portes à l'afflux des capitaux occidentaux avides de plus-value. Ces conditions favorables associées au développement du crédit à la consommation ont permis aux capitalistes occidentaux de retarder leur déclin économique.

Ce répit est aujourd'hui terminé. La Chine, la Russie et avec elles d'autres pays où le capitalisme s'est développé avec force, ont accumulé suffisamment de capital financier pour rivaliser avec les pays impérialistes occidentaux dans le partage du monde, de ses richesses naturelles et de ses marchés. La planète n'étant pas extensible à souhait, les capacités des moyens de production accumulés dans le monde ont atteint leur limite de développement capitaliste. La croissance est ralentie, voire même en recul et toutes les prévisions sont sceptiques sur les possibilités d'un nouvel essor.

Cette situation est au centre des difficultés des économies occidentales en concurrence entre elles et avec les nouveaux venus « émergents ». Comment garder le « droit » de piller les richesses naturelles des anciens empires coloniaux, comment conserver et étendre leurs marchés, comment en définitive, réaliser des rendements optima au capital en fabriquant et en vendant des marchandises ? Telles sont les questions que tous les Etats capitalistes-impérialistes doivent traiter, quelle que soit la couleur du pouvoir politique, de droite comme de gauche, chargé de gérer les affaires.

RELANCER LA CROISSANCE ! Voilà l'objectif proclamé de tous les partis politiques intégrés au système électoral bourgeois, PCF et Front de Gauche compris. Relancer

la croissance, c'est-à-dire encourager et convaincre les capitalistes d'investir. Nous disons tous les partis, car si certains sont ouvertement au service du capital, aucun autre ne remet en cause l'existence du capital comme base de l'économie, et donc son pouvoir sur les politiques économiques.

Relancer la croissance, cela signifie du point de vue capitaliste que le rendement (taux de profit) du capital investi soit satisfaisant, cela suppose que les marchandises produites (quelle que soit leur nature) puissent être vendues sur le marché. C'est sur ces deux objectifs que les partis de gouvernement font semblant de se distinguer.

Traditionnellement, la droite soutient directement le capital. Elle inspire et applique toutes mesures visant à accroître l'exploitation du travail, Elle donne la priorité à l'offre (la production) sur la demande (le marché).

Tout aussi traditionnellement, la gauche social-démocrate privilégiait la demande en protégeant ou en améliorant le pouvoir d'achat en espérant entraîner l'offre, c'est-à-dire les activités de production.

Aujourd'hui, dans les conditions de la crise systémique générale, la bourgeoisie capitaliste a décidé de pressurer davantage encore le travail en écrasant les salaires et en se libérant des « charges » sociales. La ligne de partage entre le libéralisme de droite et le keynésianisme de gauche a disparu. Le gouvernement Hollande applique maintenant ouvertement la politique traditionnelle de la droite : celle du soutien financier au capital et de réduction des budgets sociaux qui sont du salaire différé : CICE, Pacte de responsabilité : 50 milliards d'euros perfusés au capital et soustraits aux besoins sociaux. En même temps le gouvernement organise la réduction des salaires par des décisions gouvernementales : blocage des salaires des

fonctionnaires, accords de collaboration de classe comme l'ANI dans le secteur privé.

La nature et la fonction du PS, des Verts et autres gérants loyaux du système capitaliste éclate désormais au grand jour : ce sont des partis bourgeois au service du capital.

Face à cette évidence, nombreux sont les travailleurs et les militants qui placent leurs espoirs à la gauche de la gauche, c'est-à-dire principalement dans le Front de gauche et ses composantes. Les discours et les propositions de ce mouvement sont en effet plus radicaux, vont dans le sens de la révolte antigouvernementale. Nous comprenons que le Front de Gauche puisse apparaître comme une alternative auprès des militants remontés contre la politique pro-patronale du PS.

Pourtant, ce mouvement reste réformiste et n'apporte pas de solution crédible à la crise. Ses propositions n'ont en effet pour objectif que d'humaniser le système en contraignant les capitalistes à répartir d'une manière plus équitable les richesses produites par le contrat capital-travail.

Le problème, c'est que la crise du système capitaliste n'est pas réductible à un mauvais partage des richesses. La pauvreté, la sous-consommation, ne sont pas les causes de la crise, elles en sont la conséquence. Les causes sont dans la nature de ce système : la course au profit. Tout capitaliste, tout actionnaire est propriétaire de son capital et en dispose à son gré. Si investir dans l'activité économique produit de juteux profits à venir, il le fait. Quand les affaires vont bien, les prolétaires peuvent même recevoir quelques gratifications. Au contraire, quand un capitaliste estime que le rendement de ses investissements est incertain, il n'investit pas. C'est ainsi, et il ne peut en être autrement

dans ce système. Il est impossible de sortir de la crise et de ses conséquences sous le capitalisme. Pour en sortir, il faut sortir du capitalisme. Il faut construire la société sur des bases nouvelles que constitue le mode de production socialiste.

Il faut d'abord enlever le pouvoir à la classe qui décide de tout dans la société capitaliste, la bourgeoisie. Cette classe doit être mise hors-jeu et éliminée en tant que catégorie économique. La propriété capitaliste doit être transférée en propriété de la classe qui crée les machines et les marchandises : la classe ouvrière. Sous la direction de la classe ouvrière et des organismes économiques de l'Etat ouvrier, l'économie produira non plus pour le profit de quelques-uns, mais pour satisfaire les besoins de toute la société et en premier lieu du peuple travailleur. Toutes les machines, tous les bras et tous les cerveaux fonctionneront alors à plein pour le bien de tous. Telle est la société socialiste-communiste. Il faut pour cela que le prolétariat se constitue en parti et conquière le pouvoir d'Etat.

Une utopie, cette perspective ? Non, l'utopie c'est de croire qu'il est possible d'humaniser le capitalisme !

Au travers de leur expérience des luttes de classe, les ouvriers et tous les travailleurs, libérés de leurs illusions comprendront que la bourgeoisie au pouvoir c'est la débâcle sociale et que c'est à eux d'exercer le pouvoir pour édifier une société débarrassée des maux du capitalisme. Tout le reste n'est que mensonge et illusion !

LE MOUVEMENT OUVRIER ET SES DIFFICULTÉS

LE RÔLE DES COMMUNISTES

Depuis des décennies le problème le plus grave auquel doit faire face le prolétariat et qui réduit le mouvement ouvrier le plus souvent à l'impuissance lui est posé par la bourgeoisie qui a réussi à détruire puis à empêcher l'émergence de l'organisation politique de classe du prolétariat.

La bourgeoisie et l'Etat à son service tend à contrôler, non sans succès, toutes les organisations de classe des prolétaires (parti, syndicats, associations culturelles, sportives, coopératives ...etc.). Et cela est vital pour la classe au pouvoir, car sans contrôler et dominer les organisations des travailleurs, la bourgeoisie ne pourrait conserver un seul jour le pouvoir.

Toutes les analyses qui ne tiennent pas compte de cet état de dépendance des prolétaires sont aveugles à toute conclusion remettant en cause la société capitaliste. Nous reviendrons plus loin sur les tâches que cette situation de la classe fixe aux communistes. Mais dans un premier temps nous allons essayer de mieux comprendre quelles sont ces difficultés.

Aujourd'hui les formes d'organisation existantes de la classe ouvrière ne correspondent plus à la réalité économique et sociale, elles ne répondent ni aux besoins de la lutte économique quotidienne ni à ceux de la lutte politique.

Une organisation de « masse » peut-elle répondre à ces besoins comme le préconisent certains ? Les expériences passées nous l'ont montré, en dehors des temps d'exacerbation de la lutte des classes, une organisation de masse n'aura pas de visibilité politique sur la durée. Elle n'aura aucun impact dans la société. Même si elle est présente dans les luttes, sans perspective politique claire, elle ne peut assurer la victoire au mouvement.

La seule organisation qui a joué un rôle essentiel à chaque moment historique c'est l'organisation politique du prolétariat, inexistante aujourd'hui. Pour créer une telle organisation qui réponde aux besoins de la lutte, il faut en avoir une vision dialectique-matérialiste. Tant que les communistes se laisseront dominer par le subjectivisme petit-bourgeois, ils surferont sur les vagues des revendications de la petite bourgeoisie qui n'assurent aucune continuité de la lutte et ils resteront impuissants.

Souvent on prend position à partir de ce que l'on désire voir se réaliser. On ne tient pas compte de l'état réel de la classe, de sa capacité de mouvement, de sa conscience, de l'influence idéologique et politique de la bourgeoisie, on rêve de revenir à un capitalisme triomphant, on rêve du temps des « trente glorieuses »....etc. Pour ces raisons, la question de l'organisation n'est pas une simple question pratique, c'est une question idéologique. Face à tous les problèmes auxquels est confronté le prolétariat dans son existence, c'est son

organisation politique, le Parti qui éclaire le chemin à suivre. C'est dans « Que Faire ? » que Lénine a clairement développé ce thème. Les deux tiers de ce livre étant essentiellement consacrés à la question de l'organisation. Durant les décennies qui ont précédé la révolution bolchevique, le travail qu'il a mené avec les communistes russes ne fut pas seulement un travail théorique mais un travail liant étroitement théorie et lutte pour l'organisation du Parti.

Aujourd'hui des militants se réclamant de la théorie marxisme léninisme ne comprennent pas que le travail théorique et idéologique n'est pas une tâche simplement individuelle. Selon ces camarades, le Parti ne pourra être édifié qu'après que ce travail aura été réalisé. Tout au contraire nous pensons comme Lénine qu'il doit être accompagné par un travail d'organisation qui seul fédère les énergies et assure la continuité dans le temps du travail théorique et politique réalisé.

Sans organisation politique, quelle que soit la qualité des travaux théoriques ou politiques d'un individu ils resteront sans efficacité s'ils ne sont pas assimilés et mis en œuvre par une organisation pour cibler les besoins de la lutte. Il est primordial pour les communistes de s'organiser collectivement pour mener ce travail théorique-politique-pratique qui n'a pas jamais été réalisé correctement depuis plus d'un demi-siècle. Nous avons déjà abordé ce thème sous ses divers aspects dans les précédents numéros de la VDC.

Cela étant, il n'est pas question de sous-estimer ou nier, pour l'édification du Parti, l'influence du mouvement spontané du prolétariat qui se déroule inévitablement sous l'effet de la lutte de classe, lutte de classe suscitée par le développement et l'aggravation des contradictions fondamentales de la société capitaliste (1). En France ou dans le monde se produisent chaque année des centaines de mouvements importants des travailleurs. Mais tous ces mouvements finissent par disparaître sans qu'une organisation éclairée par la théorie marxiste Léninistes n'assure l'accumulation de l'expérience acquise et sa transmission pour les luttes futures. Que reste-t-il aujourd'hui des grandes révoltes de Grèce, d'Espagne, du Bangladesh... et en France du mouvement contre le projet de retraite en 2010 ?

Dans une situation où n'existe pas cette organisation politique propre au prolétariat que doivent faire les communistes? Abandonner toute activité au sein de la classe et attendre des jours meilleurs ? Au contraire c'est en agissant au sein de la classe que l'on pourra jeter les bases d'une organisation révolutionnaire qui se renforcera dans la durée. Et il faut le faire à partir du niveau de conscience de la classe ouvrière aujourd'hui.

Par exemple il y a une grande confusion sur la question du travail salarié. Les cadres qui dirigent les grandes

entreprises, reçoivent sous forme de salaire une part de la plus-value créée par les ouvriers. Un ouvrier reçoit aussi un salaire, qui est le prix de la force de travail qu'il dépense pour le capitaliste. Mais ces deux catégories de salariés ont des intérêts opposés. Le critère principal qui permet de comprendre qui fait partie des prolétaires est la place que les salariés occupent dans les rapports de production.

De même il faut prendre en compte la situation objective de la classe ouvrière due à l'organisation actuelle du travail. Bien que l'on soit toujours dans un système capitaliste-impérialiste, la forme d'organisation du travail a évolué: socialisation du travail à l'échelle mondiale, délocalisation, flexibilité et mobilité, petites et moyennes entreprises sous-traitantes des monopoles. Cette évolution nous oblige à faire évoluer l'intervention et l'organisation syndicale sur les lieux du travail où se côtoient des travailleurs de différentes entreprises ainsi que les moyens de la lutte. Le lieu de travail où les travailleurs subissent directement l'exploitation capitaliste est le lieu privilégié où la conscience de classe peut se développer et doit rester le lieu principal d'enracinement du syndicat. Sans mobilisation sur le lieu de travail, comment peut-on appeler à une grève nationale ou à une grève de solidarité avec d'autres travailleurs ?

Cette évolution de l'organisation du travail, en fractionnant la classe ouvrière, a fait naître les théories selon lesquelles la classe ouvrière n'existe plus. En fait elle existe bien en tant que principale classe productive exploitée par le capital mais ne s'exprime que rarement, dans les grands conflits en tant que classe se battant pour ses propres intérêts (classe pour soi).

Certains prétendent que la classe ouvrière doit s'organiser à la base et nier la nécessité du parti politique pour conduire ses actions de classe.

Sans argumenter longuement disons que l'on n'a jamais vu dans un seul pays la classe ouvrière s'organiser spontanément pour prendre le pouvoir à la bourgeoisie. Au contraire on a vu des syndicats ou organisations influentes chez les travailleurs collaborer avec la bourgeoisie, comme le parti des travailleurs de Lula au Brésil, en Tunisie actuellement, en Angleterre en début de siècle.

Où réside la force de la classe ouvrière ? Les syndicats des travailleurs bien que tenus par des bureaucrates et réformistes embourgeoisés, sont-ils dépassés? Est-ce que la lutte de classe a produit d'autres modèles ou types d'organisations qui puissent rassembler la classe ouvrière ? Dans le dernier demi-siècle, les diverses tentatives, type comités de base, coordinations, ou « syndicats » rouges (2), pour organiser les travailleurs en masse hors de syndicats ont toutes échoué. Les éléments les plus avancés (3) de la classe ouvrière peuvent-ils exister sans être organisés?

Non, et une grande majorité de ceux-ci sont syndiqués. Pour toutes ces raisons les syndicats ne sont pas historiquement dépassés. Les prolétaires peuvent se doter d'organisations spécifiques qui développent leur activité dans la vie quotidienne. Les associations diverses,

coopératives, culturelles ou religieuses. Sans exception toutes ces formes d'associations restent dans le cadre de la société. Aucune de ces formes ne met en cause de pouvoir de la bourgeoisie. Tout ce qui entrave la prise de conscience de la classe : La dépolitisation, l'influence des divers partis politiques de la bourgeoisie, le nationaliste, le communautaire...etc., seront combattues efficacement par l'organisation politique de la classe ouvrière. Et ce parti communiste, ce parti du prolétariat naîtra au sein de la classe par la volonté d'une minorité des éléments les plus conscients de la classe. Sans organiser l'avant garde du prolétariat, autour d'une ligne politique, le mouvement ouvrier ne peut surmonter ses difficultés.

Aujourd'hui devant l'impuissance du mouvement ouvrier dominé par les centrales syndicales réformistes, des syndiqués refusent de participer aux journées d'action nationale car ils sont las des « journées d'action nationale inefficaces qui se résument à faire une promenade dans les rues

Ce constat depuis des années, beaucoup d'autres l'ont fait, mais s'en tenir à ce constat, sans se mobiliser pour changer cette situation, il conduit au découragement et à un état d'esprit défaitiste. Et pour cela ces camarades doivent essayer de comprendre pourquoi on en est arrivé à cette situation.

Durant des décennies dans les métropoles impérialistes la classe au pouvoir, la bourgeoisie, s'est efforcée de pacifier les relations capital-travail, conditionnant le travailleur à s'en remettre au jeu démocratique de la concertation, des négociations annuelles sur les salaires, des négociations menées avec les représentants des « syndicats représentatifs » et au plan politique au jeu électoral où le travailleur individuel, « le citoyen » est appelé à désigner le parti politique censé, s'il arrive au pouvoir, réaliser les pro-messes électorales.

Bref à rendre le travailleur passif, déléguant la défense de ses intérêts que l'on présente comme ceux d'un individu et non de sa classe, à étouffer toute lutte solidaire des travailleurs en tant que classe indépendante. Aucune des organisations politiques censées représenter les intérêts des travailleurs ne s'oppose à cette entreprise de démobilisation, bien au contraire elles y participent. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que la classe peut s'exprimer, comme lors de la mobilisation sur les retraites de 2010 par exemple.

C'est pourquoi nous jugeons indispensable pour sortir de cette situation d'impuissance que le mouvement ouvrier se dote d'un véritable parti communiste qui organisera la riposte de la classe.

C'est ce que écrivions en 2010 dans la déclaration fondatrice du ROCML :« *Aujourd'hui, le prolétariat n'a plus conscience de sa mission historique, et sous la pression permanente de l'idéologie bourgeoise, du réformisme et de la criminalisation du communisme, sa lutte est une lutte défensive économique limitée contre les attaques du capital. Séparé du communisme qui est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme « le mouvement ouvrier dégénère et s'embourgeoise inévitablement.*

En se cantonnant à la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque d'autres partis, trahit la grande devise :

l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». (4)

Comme l'expliquait Staline: « toutes les formes réformistes et révisionnistes ne sont au final que la conséquence des pressions de la bourgeoisie », aussi La grande question qui est posée et à résoudre est d'arracher le prolétariat à la domination idéologique, politique et organisationnelle de la bourgeoisie et à ses agents au sein de la classe ouvrière. Elle fixe les tâches et les objectifs des communistes.

L'émergence de ce parti est un processus qui se déroule dans le temps et qui est lié dialectiquement, par action réciproque, entre activité des communistes dans la classe et développement du mouvement ouvrier sous l'effet de la lutte de classe.

Posons le problème: comment travailler pour et dans la classe alors que le parti n'existe pas aujourd'hui, que faire?

Revenons sur une question qu'on a posée plus haut: quel type ou forme d'organisation, la pratique de la lutte nous a donné. Une activité politique est-elle possible sans parti politique, est-il possible de mobiliser la classe ? On prétend que c'est à cause de la politisation des syndicats par les communistes que le mouvement ouvrier s'est affaibli. Là encore l'expérience historique montre que les syndicats n'ont jamais été aussi influents dans la classe que quand il existait un parti communiste puissant. Sans exception. (5)

A quoi peut conduire ce type de critique adressée à la pratique du mouvement communiste historique. Elle est portée par un courant que l'on peut qualifier de spontanéiste ou d'anarcho-syndicaliste. D'après ce courant, c'est la classe ouvrière qui à la base, spontanément, dans ses luttes, s'organisera politiquement.

Mais les faits sont là, depuis la dégénérescence du mouvement communiste cela ne s'est jamais produit, même quand le mouvement ouvrier a été au plus haut. Et c'est au contraire le phénomène de dépolitisation des travailleurs soigneusement entretenu par la classe au pouvoir qui est dominant et qui participe à l'étouffement de l'expression politique du prolétariat.

Le syndicat à lui seul, peut-il jouer le rôle d'organisateur politique de la classe ? Là aussi l'expérience historique prouve que non.

Les communistes différencient clairement le rôle des syndicats et du parti. Le parti idéologiquement doit être homogène, comme l'explique l'internationale communiste : « *Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se forme par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne se distingue de la grande masse des travailleurs que par le fait qu'il possède une vision générale du chemin historique de la classe ouvrière dans son ensemble et s'efforce, à travers tous les méandres de ce chemin, de défendre non les intérêts de métiers ou de groupes particuliers, mais ceux de la classe ouvrière dans sa totalité. Le Parti*

Communiste constitue la force organisatrice et politique à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige les masses prolétariennes et semi-prolétariennes dans la bonne direction. » (6)

Par contre pour les syndicats ce n'est pas le cas. Le Syndicat doit être souple et ouvert à tous les membres de la classe ouvrière qui combattent le capitalisme.

Les communistes ont toujours défendu l'unité des syndicats. Au contraire de la bourgeoisie, les communistes n'ont d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière. En 1936 l'unité de la CGT et la CGT-U, est née de la volonté des communistes. Par contre la bourgeoisie a toujours intérêt à diviser la classe. « L'unité de la classe ouvrière et du mouvement syndical n'est pas un but en soi, mais un objectif fondamental, un problème clé pour le présent et pour l'avenir. » (7)

Concluons : malgré la division des syndicats (8), la bureau-cratie syndicale, la pratique réformiste et l'état d'esprit anarcho-syndicaliste (9) qui dominent dans les syndicats, ils influencent des centaines des milliers des ouvriers. Ils restent l'organisation de base, élémentaire qui permet aux travailleurs de combattre quotidiennement, sur leur lieu de travail leur ennemi de classe. Il est évident que les communistes ne peuvent abandonner toute activité syndicale. Evidement dans chaque pays ce travail peut prendre une forme différente.

Le recul du mouvement communiste depuis plusieurs décennies, a été accompagné du recul de l'activité syndicale de classe. Les militants communistes, doivent militer dans les syndicats partout où ils sont présents mais leur travail ne peut être strictement syndical (10).

Ce travail doit être axé sur l'agitation anticapitaliste, viser les militants les plus avancées par une propagande approfondie. Ce travail patient et de longue haleine, doit regrouper les communistes autour d'une ligne politique qui entraîne la classe à devenir indépendante politiquement, à se mobiliser sur ses propres intérêts incompatibles avec ceux de la bourgeoisie. Pour surmonter les difficultés quotidiennes, sans avoir un clair point de vue politique, le militant syndical n'a pas de boussole, il navigue à vue. Des centaines de milliers de syndicalistes se battent chaque jour et ne sont pas tous bureaucrates, ni vendus. Mais l'influence idéologique de la bourgeoisie (individualisme, égoïsme etc...) limite leur conscience de classe, déforme la perception qu'ils ont de la réalité et donc leur comportement devant elle.

Chaque bassin du travail, chaque usine, chantier, lieu du a des spécificités. Il nous faut savoir identifier le secteur le plus actif, la position des différentes couches de la classe dans les rapports de production, comprendre le rôle de la subjectivité, comment le patronat mène sa politique au sein de l'entreprise ou le lieu de travail, savoir différencier entre les dirigeants syndicalistes réformistes « bureaucrates » des syndicalistes « honnêtes » mais trompés etc...

Un exemple: sur un même lieu de travail on trouve des sous-traitants, des intérimaires et des salariés détachés. Qu'est-ce qu'on peut faire?

Le communiste doit savoir analyser la situation, créer un climat de confiance sur le lieu de travail entre les travailleurs. Si l'on n'a pas confiance en la capacité de la classe ouvrière à agir en tant que classe indépendante, on ne peut pas découvrir le moyen de mener à bien ce travail élémentaire nécessaire à toute prise de conscience de classe.

La bourgeoisie souvent sous-estime les capacités des travailleurs, bien qu'ils soient capables de réaliser des œuvres magnifiques. Elle humilie et rabaisse la classe ouvrière en permanence. La classe ouvrière grandira en conscience et en assurance au travers de la lutte, conduite politiquement par son organisation politique de classe, le Parti Communiste. Ce n'est pas une force extérieure à la classe qui le fera pour elle.

1 Depuis l'année 2000 de grands mouvements de classe spontanés se produisent, ce sujet sera abordé dans un prochain article.

2 Qui en dehors de tout mouvement ne tendent qu'à regrouper des militants politiques.

3 La qualification d'avancée est relative à la situation historique concrète donnée. Aujourd'hui c'est ceux qui luttent et ne baissent pas les bras face au capital, et la plupart sont organisés dans un syndicat.

4 Déclaration fondatrice du ROCML – voir sur notre site : <http://rocml.org/rocml-1/>

5 On se référera sur le sujet aux textes de Lénine sur la relation Parti syndicats ainsi qu'aux textes de la troisième internationale, de Staline, Dimitrov et Losovsky.

6 L'internationale communiste – deuxième congrès- 1920 – « Thèses sur le rôle du Parti Communiste »

7 F. Kota, page 108.

8 Aujourd'hui en France il existe 5 grandes confédérations et des petits syndicats.

9 Comme le montre la tendance dans la CGT pour un retour à la charte d'Amiens.

10 Voir notre journal La voix des communistes N°2 sur notre site.

RELANCER LA CONSOMMATION POUR METTRE FIN A LA CRISE : Possibilité ou illusion ?

Le Front de Gauche prétend qu'en relançant la consommation des travailleurs par l'augmentation des salaires, la baisse des impôts indirects, de la TVA et autres mesures, l'activité économique peut reprendre, la crise prendre fin.

Voici quelques exemples de son argumentation :

« Une autre politique à gauche est possible par la relance de la « demande », autrement dit de la consommation des ménages notamment par l'indexation des salaires, pensions et minima sociaux sur l'évolution des prix. » (1)

« L'augmentation du pouvoir d'achat entraînera un soutien de l'activité. Les PME auront de nouveaux débouchés, et bénéficieront d'une politique de crédit à taux réduit. Tout cela crée un contexte extrêmement favorable. Au bout de quelques années, elles seront tout à fait capables d'assumer le nouveau coût du travail. » (2)

Ces revendications ne sont pas nouvelles dans leur contenu, elles ont toujours sous-tendu la politique des courants réformistes sur la scène politique bourgeoise. Elles sèment des illusions dans les esprits des travailleurs et les détournent de la véritable voie à suivre pour se débarrasser de la crise du système de production capitaliste.

La revendication des salaires

Le Front de gauche revendique donc une augmentation des salaires (smic à 1700euros). Revendiquer pour les augmentations de salaires est une revendication juste où elle va dans le sens de l'amélioration des conditions de vie du prolétariat mais aussi parce qu'elle s'attaque aux profits des capitalistes. Il ne peut y avoir sous le capitalisme, satisfaction des deux parties (capital et travail) puisque ce système est basé sur l'antagonisme entre les capitalistes et les salariés.

Ce qui va dans l'intérêt de l'un ne peut qu'aller à l'encontre des intérêts de l'autre. Les travailleurs s'en rendent compte quotidiennement, toute augmentation de salaire demande de leur part de gros efforts pour vaincre la résistance du patronat qui ne cède que contraint et forcé. Quand le capitaliste veut augmenter ses profits il s'attaque aux revenus de la classe ouvrière, et toute augmentation du salaire des travailleurs est prise sur les profits des capitalistes. Les rapports entre le capital et le travail salarié, les intérêts du capital/..

et les intérêts du travail salarié sont donc diamétralement opposés, telle est la réalité.

C'est une véritable lutte de classe qui se déroule. La revendication des salaires, mais aussi celle sur les cadences, les conditions de travail, etc. c'est-à-dire toutes les revendications des travailleurs qui s'attaquent aux profits du capitaliste vont dans le sens du renforcement de la force de la classe ouvrière. Elles sont justes et justifiées. Mais les augmentations de salaires sous le capitalisme ne s'inscrivent pas dans le marbre. Autrement dit ce qu'on arrache à la classe capitaliste, elle peut le reprendre d'une autre manière: en augmentant l'intensité du travail, le nombre d'heures travaillées pour le même salaire, la dévalorisation de la monnaie Tant que les capitalistes ont le pouvoir, toute avancée dans l'intérêt des travailleurs reste fragile. Ce qui est important, c'est qu'à travers ces luttes les travailleurs prennent conscience de leur force, de leur unité et que la seule solution c'est d'abolir le mode de production capitaliste.

Consommation et crise générale du capitalisme

Nous avons déjà, dans nos brochures, communiqués ou dans nos journaux³, analysé la crise générale et mondiale que connaît aujourd'hui le capitalisme. Le lecteur pourra s'y reporter. Pour le sujet qui nous intéresse il faut comprendre que cette crise est inscrite dans les « gènes » du système de production capitaliste, qu'elle est la conséquence de son fonctionnement même. Le but du capitaliste est de « produire » du profit (3) et toujours plus de profit sans se soucier de la capacité limitée du marché solvable, c'est-à-dire en partie des capacités limitées de consommation des travailleurs. Chaque capital dans le secteur où il est investi entre en concurrence avec d'autres capitaux. Pour survivre il n'a d'autre choix que de produire moins cher que ses concurrents, même si l'avantage ne dure qu'un temps, jusqu'à ce que le concurrent fasse de même. Pour ce faire il doit accroître la productivité des travailleurs productifs et la part de surtravail qu'il leur extorque. Il réalise cela principalement en remplaçant du travail vivant par des machines et des procédés techniques permettant de produire plus dans le même temps de travail. Mais cela a pour conséquence de faire baisser « la rentabilité du capital » qui s'exprime dans la baisse tendancielle du taux de profit. Il essaiera de lutter contre cette tendance en cherchant à réduire ce qu'ils considèrent comme des « coûts », en limitant toute augmentation de salaires ou en les réduisant, donc en aggravant de manière générale les conditions de travail et de vie du prolétariat sur toute la planète et sa capacité de consommation. D'autre part

avec l'augmentation de la production, il jette sur le marché une quantité encore plus grande de marchandises et de moyens de production qui doivent être vendus avec profit. Ces deux phénomènes sont dialectiquement liés et générateurs de crise.

Conclusion : sous le capitalisme, la sous consommation des travailleurs n'est pas une des causes de la crise, elle est permanente et est une conséquence nécessaire du mode de production capitaliste et cela quel que soit le niveau des salaires.

Marx dans son œuvre scientifique majeure le Capital remarquait déjà dans les années 1860 qu' « ...on prétend que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que l'on pourrait remédier à ce mal en lui accordant une plus grande part de ce produit, donc des salaires plus élevés. Mais il suffit de rappeler que les crises sont chaque fois préparées précisément par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction du produit annuel qui est destiné à la consommation. Du point de vue de ces chevaliers du 'simple' (!) bon sens, cette période devrait au contraire éloigner la crise. » (4)

La crise n'est que le révélateur brutal des contradictions du système de production capitaliste lui-même, qu'aucune mesure de relance par la consommation ne peut régler.

Ainsi s'il est justifié et dans l'intérêt des travailleurs de s'opposer à la politique d'austérité de tous les gouvernements de gauche comme de droite, en France et ailleurs, de revendiquer une augmentation des salaires, de lutter contre l'augmentation des impôts directs ou indirects comme la TVA, présenter ces revendications comme étant de nature à résoudre la crise du système c'est une mystification, de la poudre aux yeux.

Duper les travailleurs

Partant de constatations évidentes pour tous les travailleurs sur la question de l'augmentation des profits et la baisse relative de la part des salaires dans la richesse produite, l'augmentation des inégalités, l'augmentation de la précarité et du chômage, le FDG énonce un certain nombre de mesures qu'il mettrait en œuvre par décrets et des lois s'il était élu. Mais il ne dit pas comment il pourrait faire appliquer ces lois en contradiction flagrantes avec le mode de fonctionnement du système capitaliste comme on l'a vu plus haut. Il reprend l'utopie des réformistes sur la possibilité de résoudre la crise en ne remettant pas en cause le système lui-même ../..

mais en l'améliorant.

Sa stratégie : participer aux jeux politiques des partis bourgeois, capter les voix des travailleurs en lançant des slogans qui semblent répondre directement aux craintes des travailleurs face à la crise, à leurs intérêts immédiats et urgents. C'est ainsi que fonctionne Jean-Luc Mélenchon ! Le verbe haut, il se présente comme le défenseur des intérêts de la classe ouvrière sur tous les plateaux télévisés.

Pas de solution à la crise sous le capitaliste

Tirant les leçons des luttes de la classe ouvrière depuis plus d'un siècle et à partir des enseignements marxistes léninistes, Le ROC-ML affirme que le système capitaliste s'enfoncé inexorablement dans une crise profonde qui va de plus en plus aggraver la situation matérielle des travailleurs en France et dans le Monde. Ceci nous pouvons déjà, malheureusement, le constater au travers des mesures ultra réactionnaires prises par les différents gouvernements. Le ROC-ML, soutient, et continuera de soutenir, que seule la classe ouvrière sous la direction d'un Parti Communiste portant ses intérêts historiques doit faire la révolution socialiste, mettre fin à la propriété privée des moyens de production et mettre ainsi fin à la crise du capitalisme. La seule issue à la crise du système capitaliste qui sera bénéfique pour la classe ouvrière passe par un changement radical de système de production, par la prise de pouvoir du prolétariat lui-même. Il n'y a pas d'issue à la crise sous le capitalisme puisque la crise est la conséquence du système capitaliste. Toutes les promesses, les fausses solutions proposées par les réformistes comme Mélenchon ne sont que poudre aux yeux pour utiliser les travailleurs comme simple clientèle électorale et les maintenir sous la domination politique de la classe dominante, la bourgeoisie.

1-Communiqué du Front de Gauche de Côte d'or, novembre 2013.

2- Jacques Généreux : comment le Front de gauche compte financer sa révolution sociale et écologique, avril 2012.

3-Le terme scientifique exact est production de plus-value. La plus-value étant l'ensemble des profits – industriel, commercial, financier ...

4 Karl Marx Le capital, La pléiade, économie II p 781



LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE SOVIETIQUE

LE SOIT DISANT TESTAMENT DE LENINE

LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE

FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE

LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRES LA PRISE DU POUVOIR PAR LES REVISIONNISTES KHROUCHTCHEVIENS Par Bill BLAND

CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994

LES FONDEMENTS THORIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX EN URSS – BC. FRIEDL suivi du cahier de Lénine sur Clausewitz

STALINE ET LA LUTTE POUR LA REFORME DEMOCRATIQUE–Grower Furr

LENINE ET L'ORGANISATION

MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955

LE CAPITAL–Edition populaire -J. Brochardt 1919

CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME (MARX, ENGELS, LENINE, STALINE)
SUR LA CRISE ECONOMIQUE (ROCML)

LE PROCESSUS DU SOULEVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE (ROCML)

**PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS
ou par COURRIEL (Roc.ml@laposte.net**

LE FRONT DE GAUCHE : SES IMPASSES, SES LIMITES

Cela fait presque deux ans maintenant que François Hollande et son gouvernement sont arrivés au pouvoir et il faut être aveugle pour ne pas voir qu'il défend les mêmes intérêts que son prédécesseur. Tout travailleur fait l'amer constat que rien n'a changé et que le train des mesures du PS distribue les cadeaux au patronat, tandis que le prolétariat connaît une aggravation de ses conditions de travail et d'existence.

Le mouvement ouvrier par ses organisations syndicales tombe dans le piège du « dialogue social » annoncé par le gouvernement bien que certains à la CGT tirent la sonnette d'alarme. On se mobilise faiblement et on défile pour que la confédération puisse négocier quelques « acquis » pour faire passer la pilule. Certaines critiques attaquent les dirigeants syndicaux : en effet, il est vrai qu'ils ne perçoivent pas le dynamisme de la lutte, la composition et la configuration actuelle de la classe ouvrière. Mais, le problème n'est pas là, ils sont surtout empreints d'idées politiques réformistes et de là découle leur impuissance dans le développement d'une prise de conscience politique de classe chez les prolétaires. La question est donc politique. Du fait de cette influence réformiste, qui ne souhaite pas le combat de front contre le patronat « *le syndicat a cessé d'être pour beaucoup un foyer d'agitation, parce qu'il n'a pas su et dans bien des cas il n'a pas voulu arrêter l'offensive du capital et maintenir les positions acquises. La stérilité du réformisme s'est manifestée avec évidence dans la pratique* ». (1)

Pourtant, diront nombre d'ouvriers et même de militants se revendiquant du marxisme-léninisme, le Front de gauche a des accents révolutionnaires : il serait une alternative. En tant que révolutionnaires et communistes, nous estimons que le Front de Gauche est un groupement politique qui mène les travailleurs dans une impasse.

LE PS ET L'EXPERIENCE DESTRAVAILLEURS

Après l'élection de Hollande, le ROCML n'a pas propagé d'illusions en prétendant que les travailleurs pourraient obtenir la moindre concession. Nous avons fait l'analyse que jamais sous le capitalisme, la classe au pouvoir, n'a lâché le moindre acquis sans la pression populaire. Il a aussi tiré les leçons des expériences de la gauche au pouvoir (le programme commun et la gauche plurielle) qui n'ont pas une seule seconde remis en cause le pouvoir du capital mais au contraire ont été des

moments de sa fortification.

Les communistes ont aussi mis en évidence le jeu des élections bourgeoises qui est d'utiliser l'alternance PS-UMP (voire FN) pour canaliser la révolte des masses et préserver ainsi le pouvoir et les intérêts des capitalistes-impérialistes.

Tous ces éléments permettaient de comprendre d'emblée qu'il ne fallait rien attendre de ce gouvernement. Pour autant, les moins convaincus ont eu l'occasion de saisir la vraie nature de ce gouvernement par l'expérience : cadeaux multiples au MEDEF (20 milliards avec le pacte de compétitivité en novembre 2012, 30 milliards avec le pacte de responsabilité...), attaques sur les acquis du droit du travail (ANI en janvier 2013, réforme des retraites en septembre-octobre 2013), soutien aux plans de restructurations des grandes entreprises capitalistes qui mettent sur le carreau des dizaines de milliers d'ouvriers.

Cette réalité aurait dû permettre de convaincre les éléments les plus conscients de cette situation mais hésitants du mouvement ouvrier. Mais ce ne fut pas le cas, du fait de la domination sur le mouvement ouvrier des idées réformistes dont le Front de gauche est aujourd'hui le principal agent propagateur.

Tant que cette hégémonie durera, toute tentative de radicalisation des mobilisations populaires, de création d'un front large des luttes et de revendications de classe sera tuée dans l'œuf à l'échelle nationale. Car l'analyse erronée du Front de gauche sur le gouvernement freine la prise de conscience du mouvement ouvrier et bloque l'émergence d'une véritable alternative politique de classe.

A ce titre, l'interview de Th. Lepaon au Monde démontre bien ce rôle de frein : « Même si je pense parfois qu'il n'y a pas beaucoup de différences, jamais je ne mettrai un signe égal. Je sais où cela mène, cela mène au Front national. Dire à des électeurs de gauche qu'ils ont cru voter pour un Hollande de gauche et qu'ils ont un Hollande de droite, cela conduit à des impasses » (2).

On agite le spectre du Fascisme FN pour inciter les travailleurs à être « responsables » et à ne pas aller là où l'expérience concrète les entraîne : au rejet dos à dos de la droite comme de la gauche. Ainsi, nous ne critiquons pas le Front de gauche pour apparaître plus à gauche que lui, pour créer une « dérive sectaire » (3) ; mais parce que c'est une nécessité si l'on veut sérieusement construire une alternative politique aux mesures du PS. Aujourd'hui, ne pas s'attaquer de front au PS, c'est accepter de brader nos acquis

LE FRONT DE GAUCHE : UNE FAUSSE ALTERNATIVE AU PS

Dès avant l'élection de Hollande à la tête de l'Etat, les dirigeants du Front de Gauche avait annoncé la couleur : Il ne s'agit pas de « constituer un nouveau parti à gauche qui passerait son temps à s'opposer au reste de la gauche » mais plutôt de « créer un rassemblement capable de changer la politique du pays dans le sens des intérêts populaires »(4). Ce rassemblement qui restait à définir passait par l'élection de Hollande puisque le 11 mai 2012 par exemple, le PCF déclarait que « l'élection de François Hollande (...) ouvre une nouvelle période politique et présente un espoir (5) et Mélenchon transmettait ses félicitations au tout nouvel élu et estimait qu'il s'agissait d'une victoire(6).

Fin janvier 2013, alors que les attaques pleuvent contre le prolétariat, le Front de gauche édite un document stratégique approuvé par l'ensemble des organisations qui le composent. Constatant que le PS poursuit la politique d'austérité, il continue à se revendiquer « *de la majorité populaire qui a permis de chasser Nicolas Sarkozy* »(7).

S'attaquer de front à ceux qui mettent en place cette politique ? Non jamais, le front de gauche estime qu'il faut continuer à réclamer une « majorité alternative » en convaincant les députés Verts et PS de se rallier aux propositions du front de gauche : « c'est la condition pour qu'un véritable gouvernement au service du peuple (...) puisse être constitué en France (8).

Cette ligne politique appliquée concrètement à la réalité a eu comme conséquence l'absence de mots d'ordre mobilisateurs pour créer un rapport de force et contester les mesures d'austérité : où est le mouvement contre l'ANI ? Quel bilan de la lutte contre la réforme des retraites de 2013 ? Quelles mobilisations contre les interventions impérialistes au Mali, en Syrie, en Centrafrique... alors que Mélenchon était capable de mobiliser des dizaines de milliers de personnes pour ses meetings électoraux ?

Bien sûr, certains peuvent prétendre que depuis les vœux 2014 du président Hollande, le FDG a radicalement changé dans son discours. Effectivement, face à la colère montante, les dirigeants ont dû durcir le ton dans leurs déclarations. Mais concrètement, le changement se traduit par quoi ? Par des alliances avec les partis gouvernementaux aux municipales ! Par l'absence d'une voie nouvelle autre que celle proposée dans leur stratégie du 28 janvier 2013.

Le Front de gauche est donc incapable de proposer une alternative répondant aux intérêts du prolétariat. Il veut rassembler les masses populaires, la classe ouvrière, les convaincre qu'il peut changer la situation. Mais de nombreux militants politiques, de syndicalistes ont compris depuis longtemps que le gouvernement PS était l'égal de l'UMP, qu'ils défendaient les mêmes intérêts. Ce qu'ils veulent, c'est empêcher ces mesures d'austérité d'être appliquées, améliorer leurs conditions de vie. En ce sens, le Front de gauche est une illusion qui ne propose aucune dynamique car sa stratégie et ses discours sont dépassés par la réalité.

Le FDG par son réformisme se tient à la traîne du mouvement spontané de révolte des travailleurs, et étouffe toute véritable prise de conscience politique. Spontanément, de nombreux syndicalistes bouillonnent, comprennent que les « manifs-promenades », les actions locales ne correspondent pas à la réponse que le mouvement ouvrier devrait opposer au gouvernement. Le PCF et le PG n'apportent pas de réponses à cela et ne peuvent le faire du fait de leurs liens étroits avec la direction de la CGT d'une part, et avec les membres du gouvernement d'autre part. Cependant, beaucoup sont à la recherche de solutions qui restent encore floues, et qu'il faut éclairer pour les engager vers une alternative révolutionnaire.

FRONT DE GAUCHE ET MOUVEMENT OUVRIER

Quelles solutions le FDG a-t-il proposé pour faire vaincre le mouvement des retraites, quels enseignements politiques a-t-il tiré des défaites de 2010 et de 2013?

Aucune. Qu'a fait le FDG pour aider les salariés Goodyear et de PSA en lutte? Lorsque les travailleurs recourent à des moyens d'actions plus radicaux pour sauver leurs emplois, le PCF est contraint de les soutenir en paroles mais ne tolère pas des moyens d'actions qui sortent du cadre de la démocratie bourgeoise et patronale.

Ils maintiennent la division arbitraire syndicat-partis : à la CGT la lutte économique pour les revendications, au Front de gauche le combat politique dans le cadre des institutions bourgeoises et du jeu électoral et parlementaire.

Interrogé sur les moyens d'action employés par ces salariés, Pierre Laurent a répondu: « Effectivement, ils sont à la limite. On voit bien qu'on ne peut pas faire ça partout en toutes circonstances, mais il y a derrière cela

une colère qui est légitime » et comme solution, on ne sort pas non plus du cadre capitaliste : il affirme qu'« on n'a pas le droit de les jeter dehors sans rien ». On peut les jeter dehors mais il faut y mettre les formes !

Alors quelles solutions ?

Aucune, mises à part la « lutte » parlementaire et la promesse utopiste d'une loi interdisant les licenciements si le FDG convainc la majorité PS et si le patronat veut bien devenir docile. Autant dire un rêve utopique : le capital ne cède aux revendications des travailleurs que contraint et forcé. Dans une situation nationale et internationale qui conduit le capital à ne concéder aucune revendication réformiste, Le Front de Gauche est une organisation qui entraîne les travailleurs dans une impasse politique.

UNITE DE CLASSE CONTRE LES DIVISIONS REFORMISTES

Un facteur qui fait du FDG une organisation classique du jeu politique bourgeois découle de sa conception parlementariste de la politique. Pour lui il s'agit de créer une majorité alternative à l'Assemblée nationale et d'utiliser les luttes comme soutien de cette majorité. Toutes leurs actions d'organisation, de mobilisation des masses sont orientées vers les buts d'élection. Pour les communistes, comme le remarquait déjà l'Internationale communiste, « la lutte politique ne se réduit nullement à une question d'attitude envers le parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de la classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tend au renversement du régime capitaliste en général » .

Ce sont là deux politiques diamétralement opposées : l'unité de la classe contre le capital ne peut se réaliser que sur le terrain concret des luttes, par l'union des travailleurs mobilisés. On nous dit que le FDG aussi essaie de faire l'unité mais que la pression patronale est tellement forte que la peur paralyse les travailleurs. Mais toutes les volontés les plus dynamiques pour coordonner la lutte et résister à cette pression sont freinées.

D'autre part, le FDG ne s'est pas opposé, même au parlement, aux mesures concrètes pour que le patronat continue d'exercer sa pression sur la classe. Consulter par exemple le bilan des députés FDG qui ont voté la création des contrats d'avenir, emplois précaires pour les jeunes, à durée limitée qui ne vont pas leur donner la possibilité de défendre leurs intérêts. C'est en soutenant de telles mesures économiques qui divisent la classe en faveur du patronat que le FDG prétend faire l'unité...

Aujourd'hui, la seule stratégie possible pour le mouvement ouvrier est anticapitaliste et révolutionnaire. Il n'y a plus de possibilité dans le cadre du système capitaliste en crise, pour améliorer nos conditions de vie et de travail de manière durable. S'il est possible d'arracher des concessions partielles à la bourgeoisie, c'est par le moyen du rapport de force, classe contre classe, sur le terrain des luttes sociales et du mouvement ouvrier. Ce n'est donc certainement pas sur le terrain de la compromission avec le gouvernement, avec des moyens d'action parlementaires et en tentant de convaincre les députés Verts et PS.

Combien de temps encore le mouvement ouvrier restera-t-il soumis à la politique de conciliation de classe dont le Front de gauche est l'un des agents chez les travailleurs ?

Il dépend de nous, communistes de faire évoluer cette situation en nous appuyant sur le mouvement réel des luttes de classes.

1- « Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical », Quatrième Congrès de l'Internationale communiste.

2 Interview de Lepaon au Monde, 20/01/14, http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/01/20/therry-lepaon-j-ai-envie-que-la-gauche-reussisse_4350954_823448.html.

3 Voir Pierre Laurent, Le nouveau pari communiste, 2011, p. 80-81.

4 Pierre Laurent, Idem ...

5 Conseil national du PCF du 11 mai 2012

6 Déclaration du 6/05/12 de Mélenchon : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/05/06/declaration-de-jean-luc-melenchon/>

7 Imposer une alternative à l'austérité : agir ensemble et développer le Front de gauche, 28/01/13, <http://gauche.blog.lemonde.fr/2013/01/29/la-strategie-du-front-de-gauche-sur-papier/>

8 Idem.

LE THEME FAVORI DE LA PROPAGANDE REFORMISTE

LE PARTAGE DES RICHESSES

Associé à la « théorie » économique de la relance par la consommation pour sortir de la crise, le repartage des richesses entre le capital et le travail est devenu le mot d'ordre de toutes les organisations réformistes syndicales et politiques (Front de gauche, PCF, NPA, ATTAC, CGT, CFDT, SUD ...). Ce mot d'ordre certes généreux et d'apparence logique est pourtant anti-marxiste. Il ignore les lois fondamentales du capitalisme, et évacue la nécessité de détruire ce système en se contentant de le rendre plus humain, plus juste, et économiquement plus efficace. La Voix des Communistes publie ci-dessous une analyse critique de ce mot d'ordre écrite par un camarade marxiste-léniniste militant syndical.

Aux alentours de 2007 commence à surgir dans les milieux considérés comme étant, du moins partiellement, à gauche du PS (PCF, CGT, Attac etc.) un effort de propa-gande autour de la question du "partage d la valeur ajoutée". Pour l'essentiel, ces considérations puisent leurs références dans un catalogue de constats figurant couramment dans les études et commentaires produits par les économistes bourgeois. À titre d'exemple, voici des extraits d'un article représentatif (1) :

"Coût du travail" : vraiment ?

Première conclusion : la perte de parts de marché de la France n'est pas mécaniquement liée à des coûts salariaux "excessifs". Tout projet de redressement de la performance, effectivement déclinante du pays, axé sur une "baisse du coût du travail" repose sur une analyse erronée.

Cotisations sociales des employeurs : trop lourdes ?

Depuis 1984, du fait des multiples exonérations de cotisations, la part des employeurs (CSE) a diminué assez nettement, de près de 17% à un peu plus de 15% avant la crise; depuis 2009 elle est remontée à presque 16%. On ne peut donc guère accuser les CSE d'être responsables des pertes de compétitivité de l'économie française...

Par contre, la part de valeur ajoutée basculée vers les dividendes des actionnaires a plus que triplé sur la même période (de 1,5% à 5% de la VA).

Parmi les pourfendeurs zélés de la "lourdeur des charges sociales", personne ne mentionne ce fait. Sans doute parce qu'il est une manifestation, entre autres, de la déformation du partage de la richesse produite depuis une trentaine d'années au profit des grandes entreprises et des privilégiés, au détriment des salariés.

Seconde conclusion: les cotisations sociales des employeurs (CSE) ne sont pas à l'origine des pertes de compétitivité.

Compétitivité : d'autres facteurs

Troisième conclusion: une politique de renforcement de la compétitivité devrait s'adresser prioritairement à ces

questions clés. Éducation et formation, informatisation et automatisation, recherche et innovation, politique fiscale et ressource financière bon marché pour les PME-ETI.

Parmi les réflexions formulées d'un point de vue réformiste, on trouve notamment l'idée que le partage de la valeur ajoutée défavorise injustement les salariés, et que pour sortir de la crise il faut relancer l'économie, ce à quoi servirait une augmentation générale des salaires.

Dans ce qui suit, nous nous consacrons à la façon dont la question des salaires est reliée à celle de la "compétitivité".

Dans un premier temps, cet aspect a été introduit par le biais de l'argument que les employeurs utilisent le "prétexte" de la crise pour baisser le niveau des salaires. Plus récemment, a été lancé le slogan de publicité revendicative "C'est le capital qui coûte cher, pas le travail".

La crise comme "prétexte" à un chantage sur les salaires

Il est vrai qu'en situation de crise, l'amplification de la masse de travailleurs sans emploi est utilisée par les employeurs pour imposer une accentuation de la baisse du niveau de salaires. Cependant, les réformistes introduisent une interprétation faussée de la réalité, quand ils s'efforcent de faire croire que la crise ne serait qu'un artifice fabriqué par les capitalistes pour pouvoir exercer leur chantage en brandissant la menace de licenciements.

Les crises naissent de l'anarchie caractérisant le capitalisme en tant que système social (à la différence de l'organisation réfléchiée et méthodique instaurée dans le cadre des unités de production). Ainsi les capitalistes eux-mêmes ne sont pas en mesure d'éviter leur éclatement.

Les facteurs de compétitivité

De façon générale, la position des réformistes se caractérise entre autre par le fait qu'ils adoptent la perspective que les entreprises doivent être compétitives, et qu'ils formulent des critiques et des recommandations concernant la façon de procéder pour assurer cette compétitivité. Un des principaux arguments reprend l'analyse selon laquelle la baisse du niveau de salaires n'est pas un facteur pertinent à cet égard. Partant de là, les réformistes conseillent aux employeurs de renoncer à baisser le niveau des salaires et de chercher d'autres voies pour assu-

rer la compétitivité des entreprises.

En acceptant l'idée que le critère de la compétitivité doit être pris en compte, autant du point de vue des capitalistes que de celui des travailleurs, les réformistes se font complices de la tromperie idéologique selon laquelle "employeurs et salariés sont dans le même bateau". D'autre part, le raisonnement tentant d'écarter simplement la question, est particulièrement vicié. Il passe sous silence le fait que la baisse des salaires avec l'augmentation de l'intensité du travail est un facteur essentiel pour l'accroissement du taux d'exploitation. Les réformistes contribuent ainsi à la mystification fondamentale qui s'efforce à maintenir cachée la nature de l'exploitation capitaliste et l'origine de la plus-value. Certes, que les employeurs poursuivent systématiquement l'objectif de baisser les salaires, ne signifie pas qu'ils tiendraient consciemment compte de l'analyse formulée dans *Le Capital*. Toujours est-il qu'ainsi ils agissent instinctivement ou par intelligence pragmatique en conformité avec les mécanismes régissant le système capitaliste.

"C'est le capital qui coûte cher, pas le travail"

Dernièrement, une affirmation synthétique a fait apparition, qui fusionne les deux aspects que sont: la plainte concernant la part des salaires dans la valeur ajoutée, et le rejet de la mise en avant des salaires comme frein pour la compétitivité. Elle dit: "C'est le capital qui coûte cher, pas le travail". Cette formulation marque un certain changement de perspective. L'accent est mis plus sur le contexte au niveau des entreprises, plutôt que sur l'approche sociale globale. Cependant, on reste dans le cadre de façons connues de poser les problématiques.

La phrase en question provient d'une vidéo réalisée par Jean-Michel Fouque avec la participation de Nasser Mansouri-Guilani (2), diffusé dans le cadre de l'émission "Expression directe" de la CGT sur France 2 et France 3. La vidéo est présentée sous le titre "Et si on parlait coût du capital?" et Mansouri dit notamment: "Ce n'est pas le travail qui coûte... c'est le capital". Depuis, les instances de direction de la confédération s'efforcent de diffuser massivement la vidéo comme "outil" de propagande auprès des syndicats de base. Et les mêmes tournures sont reprises dans les discours émanant de représentants de la CGT. Par exemple, Thierry Lepaon, actuel secrétaire général (3): "Il n'y a pas de problème de coût du travail. En revanche, il y a un problème du coût du capital. La répartition de la richesse dans l'entreprise a évolué. En vingt ans, la rémunération du travail a perdu 10 % de cette richesse au profit de l'actionnaire."

L'exposé en question de N. Mansouri est d'une extrême banalité, mais c'est là précisément que réside la nocivité de ce type de discours. Il constate que l'argent tout seul ne se multiplie pas, que la simple présence à ses côtés de machines n'y change rien, et que seulement en y ajoutant l'intervention du travail humain on obtient en résultat la production de richesses nouvelles. Et voilà... Ensuite il enchaîne avec des considérations sur la répartition de ces "richesses". Or avant de parler de "répartition", il faudrait d'abord examiner comment se détermine et se mesure la quantité à répartir. Il n'y a pas la moindre analyse au sujet de la valeur des produits. Ce n'est pas un simple manque qui pourrait se justifier par une volonté de rester terre à terre et d'éviter des développements théoriques indi-

gestes. Il s'agit plutôt de la caractéristique fondamentale d'une entreprise de désinformation idéologique. Le raisonnement en lui-même ne tient pas debout. En se plaçant au même niveau de simplisme naïf, on pourrait aussi bien mener la déduction inverse. En effet, à notre époque moderne un travailleur tout seul ne peut rien produire (au sens de production sociale, c'est-à-dire mis à part les bricolages à la maison et autres activités individuelles), même pas s'il récupère quelques machines gracieusement offertes. Pour arriver à mettre en œuvre effectivement le processus de production, il faudra bien du capital sous une certaine forme, que ce soient des actions cotées en bourse ou des fonds réunis pour une coopérative, ou autre. Cependant, la fonction de la nature élémentaire jusqu'au bout, du discours, c'est de recouvrir d'un voile épais l'analyse de Karl Marx au sujet du processus de production capitaliste basé sur l'exploitation de la force du travail par le capital. Nous y reviendrons plus loin.

Mansouri, le personnage

En déployant ses labeurs d'économiste patenté, N. Mansouri se trouve en compagnie, entre autres, de Paul Boccard. Celui-ci fut longtemps un des principaux responsables avec Philippe Herzog de la section économique du PCF, des années 1970 aux années 1990. Ces deux-là sont connus pour avoir été à l'origine d'une campagne de promotion prolongée en faveur de l'application de "nouveaux critères de gestion" censés conduire au "dépassement" du capitalisme. Herzog, tout en restant attaché à cette pensée, s'est par la suite placé dans des contextes différents. Il a fondé en 1992 l'association "Confrontations Europe", et participe toujours aux activités de celle-ci⁴. Il a quitté le PCF en 1996. Depuis avril 2010, dans le cadre de la commission européenne il est Conseiller spécial auprès du Commissaire en charge du marché intérieur et des services, Michel Barnier. Quant à Boccard, lui et Mansouri ont, par exemple, contribué au "Forum pour un autre monde" en 2002⁵.

Effectivement, au-delà du litige concernant la répartition du PIB en France, N. Mansouri voit plus loin et plus grand, étant donné que nous sommes intégrés dans un cadre économique mondialisé⁶:

On ne peut répondre aux besoins non satisfaits de la population mondiale en nourrissant simplement l'illusion d'un meilleur partage des ressources et des richesses existantes, sans poser la question fondamentale du mode de production de ces richesses. La question de la répartition est fondamentale; c'est un enjeu de luttes politiques et sociales. Mais le défi à relever est beaucoup plus important.

Au sujet de ce défi, il utilise les termes "construction d'un mode de production alternatif". Mais pour définir cette alternative, il ne ressent nullement besoin de faire référence aux rapports de production capitalistes en tant que tels (7):

Il s'agit surtout de produire autrement, plus efficacement, en faisant des économies de moyens matériels, en réduisant l'intensité d'usage des ressources naturelles, en évitant la dégradation de l'environnement. Cela requiert en outre, une main d'œuvre qualifiée pour mener la recherche-développement, pour élaborer de nouveaux procédés et produits.

Par ailleurs, il réaffirme son adhésion au point de vue for-

mulé en termes, notamment, de "critères" et de "choix" de gestion(8):

Pour dépasser le capitalisme, il nous faut des innovations sociales et politiques, fonder une nouvelle conception de la démocratie en reposant la question des critères et des mécanismes de définition, d'élaboration et de mise en œuvre des décisions et des choix de politiques publiques, comme des choix de gestion des entreprises.

La problématique étant posé ainsi, on n'est pas surpris par le fait qu'il cite les orientations officielles de la CGT comme exemplaires (9):

Il s'agit d'abord d'une nouvelle conception du travail, permettant aux êtres humains de s'épanouir dans le travail et non de le subir comme une torture, une obligation imposée. Le concept de "travail décent" élaboré par l'Organisation internationale du travail constitue un point de départ pour atteindre cet objectif. Les concepts de "sécurité sociale professionnelle" et de "nouveau statut du travail salarié", élaborés par la CGT, s'inscrivent dans cette perspective.

À titre de curiosité, il vaut la peine de citer quelques explications que N. Mansouri énonce pour affirmer la pertinence du concept de "Sécurité d'emploi et de formation (10):

« Je suis un des acteurs auteurs de la Sécurité d'emploi et de formation dont a parlé Paul Boccard, et, dans certains secteurs de gauche, nous étions critiqués car c'était une proposition "très réformiste" comme la taxe Tobin. Nous avons répondu que l'important n'est pas le caractère prétendument réformiste ou révolutionnaire de la proposition parce que même les augmentations des salaires peuvent être considérées comme réformistes. Ce qui importe, c'est le nombre de celles et ceux qui entrent dans l'action pour réclamer, exiger et obtenir des améliorations des conditions de vie pour la majorité de la population. Si nous sommes capables d'engendrer cette action de masse pour transformer le pouvoir, le pouvoir économique, nous arriverons à une action révolutionnaire. »

Voilà que Mansouri reprend à son compte la tactique des "revendications de transition" chère aux trotskistes...

Une vision impérialiste du "partage des richesses"

Du point de vue de l'analyse marxiste, les éléments qui constituent la connexion entre d'une part le mécanisme fondamentale de la production de plus-value, et d'autre part l'accaparement du profit par les capitalistes individuels, sont multiples. Cette remarque à son importance en rapport avec la question de la "répartition" des richesses produites. En effet, avant même d'arriver à l'étape où les conseils d'administration décident le montant des dividendes à verser aux actionnaires, les valeurs produites par la force de travail, incarnées par les marchandises, ont déjà traversé des mécanismes complexes leur faisant subir des transformations qui transcendent la volonté subjective des capitalistes.

Nous mentionnons ici quelques aspects. Le fait est que, face à l'approche faussement naïve de N. Mansouri, l'importance des analyses développées dans *Le Capital* ne se limite pas au Livre Ier, Tome I.

Toute une première partie du *Capital* développe des considérations ayant comme présupposé que pour chaque marchandise, sa vente réalise exactement la valeur qu'elle représente de par la quantité de la force de travail qui a été dépensé au cours de la production de

cette même marchandise. Mais les choses n'en restent pas là. D'abord, Marx élargit le raisonnement pour tenir compte du fait que dans les différentes sphères de production (textile, sidérurgie, etc., où de façon analogue selon des distinctions à un niveau plus détaillé) la proportion selon laquelle le capital total est réparti entre capital constant et capitale variable, n'est pas identique (11). À ce stade il maintient toujours le présupposé mentionné et se place par ailleurs dans l'hypothèse que partout les conditions de mise en œuvre de la force de travail (la durée totale de son emploi ainsi que la fraction correspondant au travail nécessaire pour remplacer le salaire) sont les mêmes. Il constate qu'une telle situation a pour résultat des taux de profit différents selon les sphères de production.

Arrivé à ce point, Marx relève qu'au contraire, dans la réalité, sous l'effet de la concurrence, règne un taux de profit moyen qui traverse l'ensemble de l'économie d'un pays. Pour intégrer ce fait dans son analyse, il introduit la notion de prix de production, dont le montant est déterminé par le coût de production augmenté de la portion du profit moyen devant être alloué au capital concerné (12).

Ainsi, l'ensemble des capitalistes s'accaparent globalement le produit de l'exploitation de l'ensemble des ouvriers, en le répartissant entre eux (13):

En ce qui concerne le profit, les différents capitalistes jouent ici le rôle de simples actionnaires d'une société par actions dans laquelle les parts de profit sont également réparties pour chaque fraction de 100; elles ne diffèrent pour les divers capitalistes que par l'importance du capital que chacun a mis dans l'entreprise commune, c'est-à-dire par la participation proportionnelle de chacun à cette entreprise, suivant le nombre de ses actions. Cette distorsion entre valeur des marchandises et prix de production s'opère d'ailleurs par un double mécanisme. En effet, à ce qui vient d'être dit, s'ajoute une répercussion indirecte: puisqu'il est possible que le prix de production s'écarte de la valeur de la marchandise, son coût de production renfermant le prix de production d'une autre marchandise peut lui aussi se trouver au-dessus ou au-dessous de cette fraction de sa valeur globale que constitue la valeur des moyens de production consommés.

Au bout du compte, Marx fait ressortir une distinction entre la valeur des marchandises prises isolément et la valeur désignée comme leur valeur de marché qu'elles revêtent en tant qu'élément d'une masse de marchandises de la même catégorie. À cet égard il faut souligner qu'il ne s'agit pas d'une valeur moyenne qu'on obtiendrait mathématiquement en divisant la somme des valeurs individuelles par le volume totale. En considérant une sphère de production particulière, à un moment donné, il prévaut un certain procédé de production selon lequel est fabriquée la grande masse des marchandises; à cela s'ajoutent des quantités de marchandises dont la production nécessite un temps de travail plus court ou plus long que ne l'exprime la valeur de marché (14). Ceci implique en particulier que les capitaux qui produisent dans les meilleures conditions s'approprient un surprofit. Les discours habituels au sujet du "partage" évacuent totalement tous ces phénomènes. Ils partent de la "valeur ajoutée" recensée au moyen des statistiques produites par les économistes bourgeois. Or ce qui est quantifié ainsi n'est que l'aboutissement d'un processus

qui fait que le résultat ne peut être considéré comme "le produit des Français", à répartir "entre les Français".

Tout en insistant sur les analyses développées dans *Le Capital*, il faut bien sûr intégrer le fait que le système capitaliste mondial est passé au stade de l'impérialisme. Les mécanismes de la concurrence ne sont pas caducs, mais ils sont recouverts par les caractéristiques propres aux grands groupes réunissant chacun à échelle internationale des masses considérables de capitaux dans un cadre monopolistique. Ainsi, au niveau planétaire, la concurrence ne tend pas à une répartition des profits selon un taux de profit moyen. Bien au contraire, les groupes monopolistiques visent par tous les moyens à s'adjuger une masse de profit la plus grande possible.

Voilà ce qui nous ramène à la question de la "compétitivité". Les directions syndicales ont tendance à se faire complices des grandes entreprises à base capitaliste française ("notre industrie"): en affirmant cela, on ne fait que répéter un constat pour ainsi dire communément admis. En se référant à N. Mansouri, on peut observer comment ce soutien, bien qu'en général camouflé par des formulations ornementées, saisit les caractéristiques de la "compétition" entre capitaux dans le cadre du capitalisme impérialiste. Ainsi, par exemple, Mansouri expose les arguments suivants (15):

Il faut distinguer deux aspects de la compétitivité. Il y a la compétitivité coût, qui concerne l'ensemble des coûts nécessaires à la production d'une marchandise, et la compétitivité hors coût. Or, ce qui handicape les produits français à l'exportation, c'est plutôt la compétitivité hors coût. C'est-à-dire la qualité des produits qui nous renvoie à l'insuffisance de la recherche-développement, de l'innovation, de la formation des salariés. Mais aussi à la politique d'implantation de nos entreprises à l'étranger. Il est clair, pour prendre un exemple parmi d'autres, que l'Allemagne a été beaucoup plus efficace que nous sur le marché chinois.

La partie et le tout

Ceux qui mettent en avant la question de la compétitivité, visent ainsi à introduire un aspect spécifique dans le cadre des considérations globales sur la répartition des richesses. En effet, puisqu'ils réclament l'attribution aux salariés d'une part plus élevée de la valeur ajoutée, il est aussi dans la logique des choses de veiller à ce que cette valeur ajoutée dans sa totalité soit aussi grande que possible. Venons-en donc au fond de la thématique.

Les formulations employées sont diverses. Elles peuvent osciller entre, d'une part la version faisant preuve d'une politesse exemplaire: "*La hausse des salaires est nécessaire pour rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur des travailleurs*" (16), et d'autre part le refrain d'inspiration anarchiste: "Tout est à nous, rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont ils l'ont volé". Or, l'analyse marxiste établit au contraire que dans le cadre des rapports de production capitalistes, les détenteurs des capitaux constituent tout à fait naturellement le pivot où, sous leur contrôle aboutit et repart la totalité des richesses.

Voici deux citations extraites du *Capital*.

« *L'usage de la marchandise appartient à l'acheteur et en donnant son travail, le possesseur de la force de travail ne donne en réalité que la valeur d'usage qu'il a vendue. [...] À son point de vue [du capitaliste], le procès de travail n'est que la consommation de la force de travail, de la marchandise qu'il a achetée, mais qu'il ne saurait consommer sans lui ajouter moyens de production. Le procès de travail est une opération entre choses qu'il a achetées, qui lui appartiennent. Le produit de cette opération lui appartient donc au même titre que le produit de la fermentation dans son cellier* » (17).

« *Que l'entretien journalier de cette force ne coûte qu'une demi-journée de travail, bien qu'elle puisse opérer ou travailler pendant la journée entière, c'est-à-dire que la valeur créée par son usage pendant un jour soit le double de sa propre valeur journalière, c'est là une chance particulièrement heureuse pour l'acheteur, mais qui ne lèse en rien le droit du vendeur* » (18).

Ernest

1. "Après les pigeons, voici les vautours" (3 novembre 2012). <http://www.apex.fr/actualites/l-actualite-eco-sociale/172-apres-les-pigeons-voici-les-vautours>.
2. Directeur du Centre confédéral d'études économiques et so-ciales de la CGT; Membre, pour la CGT, du Conseil économique, social et environnemental.
3. Thierry Lepaon, Entretien publié par L'Usine nouvelle, 21 mars 2013. <http://www.usinenouvelle.com/article/ce-n-est-pas-le-cout-du-travail-qui-est-un-probleme-mais-celui-du-capital-selon-thierry-lepaon.N193696>.
4. <http://www.confrontations.org>.
5. Atelier sur le thème "Que peut la politique, en liaison avec le mouvement social, face aux marchés financiers et aux multinatio-nales", tenu dans le cadre du "Forum pour un autre monde", 16 février 2002. http://www.economie politique.org/sites/default/files/ecopo_2002_03-04_nouvelle_alliance_europe-pays_en_developpement_et_emergents_p._boccara_0.pdf
6. Crise de civilisation?, *Espaces Marx*, mai 2011. Contribution de Nasser Mansouri-Guilani: "Une nouvelle civilisation pour un développement humain durable". http://www.espaces-marx.net/IMG/pdf/col_Civ_Mansouri_Guilani.pdf
7. N. Mansouri-Guilani: "Une nouvelle civilisation...".
8. N. Mansouri-Guilani: "Une nouvelle civilisation...".
9. N. Mansouri-Guilani: "Une nouvelle civilisation...".
10. "Forum pour un autre monde", N. Mansouri-Guilani: "L'ouverture à la concurrence et le droit au développement", 16 février 2002. http://www.economie-politique.org/sites/default/files/ecopo_2002_03-04_nouvelle_alliance_europe-pays_en_developpement_et_emergents_p._boccara_0.pdf

11. Le Capital, Livre 3e, Tome I, 2e section: La transformation du profit en profit moyen - Chapitre 8: Composition différente des capitaux dans des branches de production différentes, d'où diversité des taux de profit

12. Le Capital, Livre 3e, Tome I, 2e section: La transformation du profit en profit moyen - Chapitre 9: Établissement d'un taux général de profit (taux de profit moyen) et transformation des valeurs des marchandises en prix de production.

13. Le Capital, Livre 3e, Tome I, 2e section: La transformation du profit en profit moyen - Chapitre 9: Établissement d'un taux général de profit (taux de profit moyen) et transformation des valeurs des marchandises en prix de production.
Paris, Éditions sociales, 1969, p. 175.

14. Le Capital, Livre 3e, Tome I, 2e section: La transformation du profit en profit moyen - Chapitre 10: Égalisation du taux général du profit par la concurrence. Prix de marché et valeurs de marché. Surprofit

15. N. Mansouri-Guilani: entretien publié par la Nouvelle Vie Ouvrière (CGT), 12 septembre 2013.
<http://nvo.fr/m.article.php?nbr=0&IDssrubrique=81&IDchapitre=2001>

16. N. Mansouri-Guilani: Il faut augmenter les salaires pour sortir de la crise. Publié par la CGT - Centre confédéral d'études économiques et sociales, aout 2010.
http://www.cgt.fr/IMG/pdf/note_salaires.pdf

17. Le Capital, Livre 1er, Tome I, 3e section: La production de la plus-value absolue - Chapitre 7: La production de valeurs d'usage et la production de la plus-value. I. La production de valeurs d'usage

18. Le Capital, Livre 1er, Tome I, 3e section: La production de la plus-value absolue - Chapitre 7: La production de valeurs d'usage et la production de la plus-value. II. Production de la plus-value

A PROPOS DE L'APOLITISME DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

« Lorsqu'il apprit la nouvelle lundi soir, M. Léon Jouhaux (secrétaire général de la Cgt de 1909 à 1947, ndlr) demanda aux journalistes de bien souligner que pour la première fois "on discernait le prix Nobel de la paix à un militant ouvrier". Selon certains commentaires, la commission du prix Nobel aurait surtout voulu récompenser "la longue lutte menée par M. Jouhaux pour soustraire le mouvement syndical international à l'influence communiste » (1)

L'idéologie dominante, celle du capitalisme, affirme sans détours qu'il est dans la nature du syndicalisme d'être apolitique. Les luttes ouvrières doivent s'en tenir aux re-

vendications économiques sur les salaires et les conditions de travail. Ainsi les syndicats doivent être des organes apolitiques ! La citation ci-dessus met en relief que l'objectif de la bourgeoisie d'inculquer l'apolitisme, la neutralité des syndicats est bien là pour éloigner la classe ouvrière de son idéologie : le communisme. Il n'est pas rare d'entendre lors de manifestations syndicales les demandes de certains de ranger les ban-nières à caractère politique par exemple. Tous les syndicats aujourd'hui se sont fait une obligation de ne pas apparaître publiquement comme étant la courroie de transmission d'un parti politique et prétendent ne recevoir d'ordres de personne et être indépendants dans le choix de leur ligne de conduite.

Le pouvoir du capital, ne peut demander directement aux syndicats de travailleurs de le soutenir. Il faut laisser aux syndicats une certaine « crédibilité » auprès des travailleurs. Alors, afin d'éviter le soutien des syndicats ouvriers à une politique remettant en cause le système capitaliste, il propage l'apolitisme, et les "bienfaits de la neutralité". C'est la solution la plus efficace pour cantonner les syndicats en dehors de la lutte de classe politique pour une alternative révolutionnaire au capitalisme.

« Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, le "leader ouvrier" qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique »(2).

Dans un monde où règne l'exploitation la plus féroce, la misère, le chômage, les guerres, on demande aux travailleurs en lutte, aux syndicats qui défendent les intérêts des masses laborieuses, de ne pas se préoccuper de politique.

Nous disons au contraire que dans un monde géré par une minorité exploiteuse, les exploités, qu'importe la lutte qu'ils mènent, ont le devoir de se mêler de politique et pas uniquement des questions d'ordres purement "économiques".

Tout est lié dans le capitalisme, on se rend malheureusement compte qu'accepter l'apolitisme ou la neutralité c'est finalement servir les intérêts politiques du capital. Dans un système où s'affrontent deux classes dont les intérêts sont antagoniques et irréconciliables, la neutralité politique n'existe pas et ne peut exister !

« Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visant pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois » (3).

E.C

1 Paru dans Le Monde le 7 novembre 1951.

2 Texte du troisième congrès de l'Internationale Communiste.

3 Thèse du quatrième congrès de l'Internationale Communiste.

ELECTIONS MUNICIPALES

Les communistes considèrent que le système électoral de démocratie bourgeoise a pour fonction, comme l'a écrit Lénine dans son ouvrage L'ETAT ET LA REVOLUTION de « décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques. »

Conscient de cette fonction, le ROCML combat l'illusion qu'il est possible de résoudre par les élections les questions de fond liées à la nature de la société capitaliste. Actuellement, ces questions concernent tous les phénomènes régressifs et réactionnaires créés par la crise générale du système capitaliste impérialiste : destruction de l'économie de production, fermetures d'entreprises, licenciements, chômage massif, casse des services sociaux, dégradation continue des conditions de travail et d'existence.

Aucune élection ne règlera ces problèmes. La solution de ces questions nécessite un changement total de société qui nécessite lui-même la conquête et l'exercice du pouvoir d'Etat par le prolétariat. Les communistes travaillent pour créer le rapport de force qui permettra cette conquête révolutionnaire par l'affrontement direct avec les forces organisées de la bourgeoisie et de son Etat.

Fermes sur cette stratégie, les communistes utilisent aussi toutes les possibilités de mener la lutte politique contre les différents courants bourgeois, y compris dans les campagnes électorales, en présentant des candidats lorsqu'ils en ont la possibilité et, en cas de succès, en se comportant comme des élus représentant en parole et en acte les intérêts de la classe ouvrière et du peuple travailleur.

Attentive à la pratique des partis communistes dans la politique municipale, l'Internationale Communiste avait donné en son temps des directives claires et strictes :

« L'action municipale exige une lutte implacable contre l'opportunisme dans la pratique municipale du Parti et en premier lieu la cessation énergique de toute collaboration avec le parti social-démocrate à n'importe quel moment. Les communistes ne peuvent conclure d'alliance électorale ni avec la social-démocratie ni avec n'importe quel autre parti bourgeois. Ils ne peuvent voter pour les maires, bourgmestres, adjoints, conseillers municipaux social-démocrates. Il n'existe de majorité ouvrière dans une municipalité que là où les communistes ont la majorité soit à eux seuls, soit par des délégués élus sur des listes ouvrières ou des listes de paysans pauvres se déclarant prêts à travailler sur la plateforme du communisme et sous la direction du parti communiste. La ligne générale des partis communistes dans le travail municipal est de mobiliser les travailleurs et avant tout les ouvriers et les ouvrières pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme dominant.

Au cas où les communistes obtiennent la majorité dans les institutions municipales, ils doivent : a) créer une opposition révolutionnaire au pouvoir bourgeois ; b) faire tout pour rendre service à la population pauvre (mesures écono-miques, organisation ou tentative d'organiser une milice ouvrière armée, etc) ; c) en toutes circonstances signaler les obstacles que le pouvoir d'Etat bourgeois dresse contre tout grand changement effectif ; d) sur ce terrain mener une propagande révolutionnaire énergique sans craindre les conflits avec le pouvoir d'Etat ; e) dans certaines circonstances (dans une situation révolutionnaire aiguë) remplacer les organes locaux municipaux par des soviets locaux de députés ouvriers. De cette façon tout le travail des communistes dans les institutions municipales doit être une partie de leur travail de désintégration de l'Etat capitaliste.

Les communistes doivent utiliser les organes électifs municipaux tout aussi bien que ceux de l'Etat comme une tribune pour mobiliser les masses pour la lutte révolutionnaire. » (1)

Même en tenant compte des conditions historiques différentes, il y a un abîme entre l'esprit révolutionnaire de cette résolution et la pratique opportuniste de ceux qui, à gauche ou à la gauche de la gauche, vont chasser les bulletins de vote des ouvriers. Les listes du Front de Gauche, comme celles PS-PCF-Verts, ne se distinguent en rien, d'un point de vue de classe, des autres listes réformistes, PS, de droite ou d'extrême droite. Toutes interviennent sur les mêmes questions et font les mêmes propositions. Comme « solution » au chômage, par exemple, tous affirment vouloir attirer des entreprises sur le territoire de leur commune. Comment ? En les exonérant d'impôts, en aménageant les zones d'activité... Bref en faisant des cadeaux aux patrons. En revanche, aucune liste ne s'engage à consacrer une partie du budget municipal au soutien des luttes ouvrières ou à la lutte contre la pauvreté. Et il en est ainsi pour l'ensemble des questions, comme celles du logement, de l'insécurité, de l'aménagement du temps scolaire... les réformistes n'ont à proposer que des nuances dans la gestion bourgeoise des communes dans les conditions de la crise.

La faiblesse du mouvement ouvrier et communiste révolutionnaire fait qu'il n'y aura pas, aux élections municipales, de listes véritablement ouvrières et communistes. Soutenir ou intégrer telle ou telle liste parce qu'elle semble plus radicale ne ferait pas progresser la force et la conscience de la classe ouvrière. Cette force et cette conscience, elle ne peut l'acquérir qu'au travers de ses luttes classe contre classe, sur les lieux de travail et au cours des mobilisations générales. Le ROCML n'appelle donc à voter pour aucune des listes politiques ou faussement baptisées apolitiques. Il poursuivra ses explications contre l'électoratisme qui est une forme de l'opportunisme et du révisionnisme.

Le 1er mars – le secrétariat du ROCML

(1) Résolution adoptée par le présidium élargi du C.E. de l'I.C. 18-28 février 1930. Les tâches des sections de l'I.C. dans la politique municipale.

MUNICIPALES A ROUBAIX

LE P « C » F / FRONT DE GAUCHE UN EXEMPLE DE DEGENERESCENCE IDEOLOGIQUE

L'électorisme, cette tendance réformiste qui fait des élections le terrain privilégié ou unique de l'activité politique a conduit le P « C » F à abandonner totalement toute pratique communiste sur ce terrain comme sur tous les autres.

Au lieu d'utiliser les campagnes électorales pour unifier et mobiliser les travailleurs sur un programme révolutionnaire local et national, les candidats du P « C » F / Front de Gauche se présentent comme des gestionnaires -les meilleurs évidemment- aux différents échelons du pouvoir d'Etat (mairies, cantons, départements, régions, parlement national, Europe).

Des camarades militants honnêtes qui ont compris que le PS est un parti du capital au même titre que les partis de droite, pensent que les sections du P « C » F qui ont choisi de s'investir au premier tour dans des listes Front de gauche sont plus communistes que celles qui ont choisi de s'intégrer aux listes PS-EELV.

En vérité, il n'y a rien de communiste dans l'un ou l'autre choix.

A titre d'exemple de crétinisme électoraliste, nous rapportons ici quelques-unes des propositions municipales d'Eric Mouveaux, tête de liste Front de Gauche à Roubaix, telles qu'elles ont été publiées dans le journal NORD ECLAIR du vendredi 14 mars.

Sur l'emploi : « *Le développement économique (sic !) a peu profité aux roubaisiens, constate Eric Mouveaux en constatant qu'un emploi sur quatre ne leur profite pas.* »

Bref, l'emploi à Roubaix doit être réservé aux roubaisiens. Peu importe les travailleurs et les chômeurs de communes environnantes. Chacun pour soi, les roubaisiens d'abord ! L'esprit de clocher et la démagogie électoraliste ont chassé l'esprit de classe !

Mais comment développer l'emploi ? Eric Mouveaux a ses recettes : « *Il faut défendre la vente à distance, développer l'e-commerce...La défense de l'emploi passe aussi par celle du service public, notamment dans le maintien de l'offre de soins sur le pôle hospitalier de Roubaix, Wattrelos, Tourcoing...Le volet offensif (sic !) de cette po-*

litique concernerait l'industrie durable en développant la filière bâtiment et les textiles innovants. Seul le maire de Tourcoing se bat là-dessus. Nous voulons que Roubaix s'engage aussi...». Le maire de Tourcoing est PS (ndlr)

Et qui va investir pour lancer ces activités ? Eric Mouveaux a trouvé la réponse.

Question de Nord Eclair : « Par mégarde, vous faites sortir le génie de la lampe. Il vous propose de réaliser un vœu, Lequel formulez-vous ?

Réponse : « *celui que les trois grandes fortunes qui se sont construites à Roubaix (Mulliez, Pinault et Arnault) se mettent ensemble pour relancer l'industrie roubaisienne du XIX^{ème} siècle.* » Et oui, il suffisait d'y penser : des bons patrons qui se souviennent de l'origine de leur fortune et qui mettent leur capital au service de ceux qui les ont enrichis par leur exploitation. On croit rêver !

Autre sujet : « le bien vivre ensemble » qu'il faut traduire par la politique sécuritaire. Eric Mouveaux propose notamment « des concierges résidant dans les quartiers, et une consultation sur la question de la vidéo surveillance ou (tenez-vous bien !) la création d'une police à cheval ! « Elle a fait ses preuves ailleurs, elle créera un rapport différent entre la police et la population. »

Si Eric Mouveaux connaissait l'histoire de Roubaix, il se rappellerait que la police à cheval fut utilisée à Roubaix contre les combattants de la rue des longues haies au début des années 1930. Maxence Van Der Meersh raconte cela dans son roman Quand les sirènes se taisent.

Autre trouvaille d'Eric Mouveaux : dans la rubrique « animation » il promet un kiosque à musique sur la grand place et un marché dominical (ndlr : il existe déjà de nombreux marchés à Roubaix la semaine et le dimanche).

STOP !! On peut tirer l'échelle, le P « C » F roubaisien et son chef de file ont atteint le fond du trou idéologique.

Résultats du FdG au premier tour des municipales à Roubaix : 4,1%

Le révisionnisme a liquidé le parti communiste.

Camille Deroubaix

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI

UKRAINE UNE BATAILLE D'OLIGARQUES ORCHESTRÉE PAR DES IMPERIALISMES RIVAUX

Les médias occidentaux - français en ce qui nous concerne – ont présenté les événements qui se sont déroulés en Ukraine comme une insurrection démocratique contre un pouvoir corrompu et dictatorial responsable de la débâcle économique du pays.

Que le pouvoir de Loukatchenko ait été un pouvoir anti populaire, mafieux, corrompu et responsable de la catastrophe économique et sociale qui ravage l'Ukraine est incontestable. Il en est ainsi dans tous les ex-pays socialistes où la contre-révolution bourgeoise a renversé le pouvoir populaire. Dans ces pays, les anciens apparatchiks qui contrôlaient l'économie et les structures d'Etat ont en effet utilisé à leur profit la propriété collective avant de se l'accaparer complètement. Laminée par la destruction du socialisme et la crise mondiale du capitalisme, l'économie de ces pays s'est effondrée, et les oligarques qui dirigent les différents secteurs de l'économie en faillite se déchirent pour savoir qui va influencer ou diriger directement l'Etat pour réaliser avec les grandes puissances les accords qui vont les enrichir.

Depuis 25 ans, la classe ouvrière d'Ukraine a vu défiler ces rapaces, et dans sa grande majorité, le peuple travailleur n'a pris parti ni pour le pouvoir qui les affamait, ni pour les instigateurs de « l'insurrection » qui se sont installés aux commandes.

Les dirigeants qui ont impulsé les événements sont en effet connus des Ukrainiens. Loukatchenko, Tymochenko et les autres ont déjà été au pouvoir. Parmi les forces organisées et armées qui ont forcé Loukatchenko à s'enfuir, se retrouvent tous les partis d'extrême droite, fascistes, voire nazis. Ce sont les chefs de ces mouvements qui se sont auto-proclamés président et ministres du nouveau gouvernement. La situation économique, sociale et politique qui s'annonce ne pourra qu'aggraver la vie des masses populaires.

La crise que traverse l'Ukraine est imbriquée dans les rivalités qui opposent les différents impérialismes dans les conditions de la crise générale que traverse ce système.

« Ignorant » que les « combattants » de Kiev étaient des bandes organisées fascistes antisémites et nazies – les USA et de l'UE les ont soutenus depuis le début. On peut même penser qu'ils les ont préparés et leur ont donné le feu vert. Les buts de ce nouveau bras de fer imposé par les impérialismes occidentaux à l'impérialisme russe

sont économiques et géopolitiques : l'Ukraine est un pays avec une agriculture riche, des ressources minières et des structures industrielles importantes. Elle est aussi située géographiquement à un carrefour stratégique entre la Russie et l'Europe de l'ouest et du sud. Mais surtout par sa façade sur la mer noire elle donne accès à la méditerranée, c'est-à-dire à l'Afrique du nord (Tunisie, Egypte...) et au proche orient (Turquie, Syrie...)

Depuis l'éclatement de l'URSS et l'accès à l'indépendance politique de l'UKRAINE, malgré l'instabilité des gouvernements qui se sont succédé à Kiev, l'Ukraine et la Russie ont maintenu des rapports d'interdépendance économiques étroits. La Russie est restée le principal investisseur et le meilleur client de l'Ukraine. De son côté cette dernière dépend de Moscou pour son approvisionnement en gaz et ses aides financières vitales dans le contexte actuel de crise. En échange, l'Ukraine est traversée par le gazoduc russe vers l'Europe et surtout, les forces navales russes mouillent dans les ports de Crimée. Services en échange de roubles sonnants et trébuchants bien sûr. Loukatchenko venait d'obtenir de Moscou la promesse d'une aide de 15 milliards de dollars.

De leur côté, les impérialismes européens ne sont pas en manque. Les multinationales du pétrole et de l'acier ont établi des positions fortes. Les compagnies pétrolières (Shell) ont conclu récemment des contrats pour la prospection et l'exploitation des gisements situés sur la plateforme maritime de la mer noire. Chevron a obtenu le droit d'exploiter un gisement de gaz de schiste. Sur le plan militaire, l'OTAN a lié des accords avec l'armée Ukrainienne.

Après l'éclatement de l'URSS, la Russie était restée maître des rapports de rivalité internes et internationaux en Ukraine. Les USA et l'Europe ont attendu et préparé l'occasion de bousculer l'équilibre antérieur.

Les mobilisations réactionnaires de Kiev, suite à la décision de Loukatchenko de s'éloigner de l'UE et de se remettre sous la tutelle de Moscou leur ont fourni cette occasion.

Quelles suites ?

Après une victoire de ses marionnettes, l'impérialisme occidental va consolider son avantage sur la plus grande partie possible de l'Ukraine. De son côté, Moscou va défendre bec et ongles ses prérogatives sur l'autre partie

en utilisant le nationalisme russe mais aussi en sachant que l'oligarchie ukrainienne ne peut se passer de ses rapports économiques avec la Russie.

Un compromis politique et économique est donc l'issue logique du conflit entre les trois parties.

Poutine a déclaré le 4 mars que bien qu'il le considère toujours président légal, Ianoukovitch n'est plus qualifié pour diriger l'Ukraine. En rejetant en même temps le pouvoir illégal de Kiev, il a ouvert la voie d'un compromis politique qui, tout en acceptant un autre gouvernement, lui assurerait le maintien des acquis antérieurs de la Russie ou tout au moins la plus grande partie possible dans le rapport de forces actuel.

Ainsi se joue la partie d'échecs pour le repartage du monde entre les principales puissances impérialistes. Obligés d'abandonner leur rêve militaire de mettre à genoux la Syrie, les impérialistes occidentaux tentent de déstabiliser la Russie à ses frontières, et ils viennent de marquer un point. Peut-être modeste, mais significatif de la possibilité de faire bouger les lignes sans recourir à la guerre directe, mais en utilisant les points faibles de leurs adversaires.

Dans cette bataille de chacals, les intérêts de la classe ouvrière ukrainienne sont absents. Ni un gouvernement d'oligarques liés à Moscou, ni un gouvernement d'oligarques liés à l'Europe et aux USA ne résoudra la situation catastrophique où se trouve l'Ukraine. L'avenir du prolétariat ne se construira pas dans un soutien aux uns ou aux autres. Il se prépare comme dans tous les pays du monde avec l'organisation autonome du prolétariat dans son parti communiste, avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière et les masses travailleuses exploitées, avec la reconstruction du socialisme.

CRIMÉE FACE A L'OFFENSIVE IMPERIALISTE OCCIDENTALE, POUTINE MONTRE SES MUSCLES

Le référendum qui a acté la séparation de la Crimée de l'Ukraine puis son rattachement à la Russie, sont présentés comme une victoire sur l'impérialisme, le fascisme et l'oppression nationale par des organisations et des militants qui se réclament du communisme.(1)

D'autres critiquent l'analyse qui caractérise les événements en Ukraine comme l'expression de rivalités inter-impérialistes imbriquées aux luttes entre différents clans de l'oligarchie ukrainienne. Selon elles, cette analyse que nous partageons, aurait tort de renvoyer dos à dos l'impérialisme occidental (USA, UE) et l'impérialisme russe. Elles qualifient cette position de « ni-ni » qui, selon eux, serait de nature trotskyste.

A ces donneurs de leçons de stratégie, nous conseillons de méditer cet extrait d'un texte polémique de Lénine(2). Dans ce passage, pour définir la ligne à tenir face aux guerres, Lénine distingue deux périodes, avant et après l'accès au pouvoir des magnats du capital financier de la bourgeoisie sénile ».

Voilà cet extrait : « Admettons ensuite que le facteur déterminant de la situation historique ait changé, et qu'à la place du capital de la période de libération nationale intervienne le capital réactionnaire, financier. L'un des pays possède, disons, les trois quarts de l'Afrique et l'autre, le quart. Le contenu objectif de leur guerre est un nouveau partage de l'Afrique. Quel est le pays dont il faut souhaiter le succès ? Posée sous cette forme première, cette question est absurde, car les anciens critères font défaut : le long développement d'émancipation bourgeois, aussi bien que le long déclin de la société féodale. Ce n'est pas l'affaire de la démocratie moderne (3) que d'aider le premier pays à affermir son « droit » sur les trois quarts de l'Afrique, ni d'aider le second à s'approprier ces trois quarts (même si son évolution économique est plus rapide que celle du premier.

La démocratie moderne ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que « l'une et l'autre sont les pires », si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera dans la pratique national-libérale et n'aura rien de commun avec l'internationalisme authentique. »

Nous pensons que notre positionnement sur les événements en Ukraine et en Crimée est conforme à la ligne léniniste.

Le ROCML condamne l'intervention impérialiste occidentale en Ukraine, et en particulier le rôle de l'impérialisme français.

Pour autant, nous caractérisons la résistance de Poutine à cette intervention comme une résistance de l'impérialisme russe à l'offensive impérialiste occidentale. Ceux qui applaudissent Poutine comme un digne continuateur de Lénine et de Staline salissent Lénine et Staline.

Le ROCML condamne de la même façon le coup d'Etat en Ukraine réalisé avec l'aide de nervis fascistes qui va accentuer l'exploitation et l'oppression des peuples et de la classe ouvrière en Ukraine.

Pour autant, il n'accorde pas son soutien au clan de l'oligarchie d'Ianoukovitch qui a précédemment dirigé l'exploitation et l'oppression des peuples et de la classe ouvrière d'Ukraine.

Les intérêts de la classe ouvrière et des peuples d'Ukraine ne sont ni d'être gouvernés par un clan de l'oligarchie capitaliste ni par un autre. Ils ne sont ni d'être sous la tutelle des impérialistes occidentaux ni de l'impérialisme russe. Ils sont de renverser tous les gouvernements bourgeois et de se libérer de toutes les tutelles. Ils sont, comme dans toutes les ex-républiques soviétiques de refaire la révolution socialiste.

Concernant la Crimée, le ROCML fonde son positionnement sur le principe léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La population de Crimée a exprimé sa volonté de se détacher de l'Ukraine et de se rattacher à la Russie. Même si nous pensons que ce

rattachement à la Russie impérialiste ne constitue pas une émancipation politique et économique pour le peuple et les ouvriers de Crimée, c'était leur droit d'en décider ainsi.

Pour Moscou, le rattachement de la Crimée permet de sauver l'essentiel des positions stratégiques militaires russes en méditerranée. C'est un succès partiel, mais important dans le rapport des forces armées avec les impérialismes rivaux.

L'avenir dira si Poutine réussira à maintenir les intérêts financiers des monopoles russes en Ukraine ou dans une partie de l'Ukraine la plus importante, l'Est industriel. Cela dépendra de l'évolution du rapport des forces avec les impérialismes occidentaux et de la capacité des nouveaux oligarques de Kiev à maintenir leur pouvoir.

En France, les communistes doivent combattre les menées de leur propre impérialisme. Ils doivent se garder de choisir entre les impérialismes occidentaux et russe et entre les cliques d'oligarques qui se disputent régulièrement le pouvoir à Kiev. Leur soutien va uniquement au combat des peuples et de la classe ouvrière d'Ukraine contre toutes formes d'oppression intérieure et extérieure, contre le régime capitaliste d'exploitation et pour la reconquête du pouvoir et le socialisme.

1 L'une d'entre elles, le cercle ouvrier du bassin minier du Pas de Calais, va même jusqu'à saluer en Poutine un héros de la stature de Lénine et de Staline !

2 Sous un pavillon étranger – février 1905 – Lénine œuvres complètes – tome 1

3 on dirait aujourd'hui : du point de vue progressiste ou communiste

COMMUNIQUE DE LA FSM SUR L'UKRAINE

La Fédération syndicale mondiale (FSM) informe la classe ouvrière internationale que les récents développements en Ukraine ne représentent pas «une victoire de la démocratie», comme l'OTAN, l'Union européenne, les Etats-Unis et leurs alliés affirment hypocritement.

Les récents événements en Ukraine constituent une évolution dangereuse d'abord et avant tout pour la classe ouvrière de l'Ukraine, pour les peuples de la région et la paix dans le monde.

L'Ukraine est un pays riche doté de ressources pouvant générer d'immenses richesses. C'est un pays qui est traversé par des pipelines d'énergie d'importance cruciale, un pays occupant une position importante sur le plan géostratégique.

Le nouveau gouvernement ukrainien qui est formé par

des forces politiques réactionnaires et anti-ouvrières, a pris le pouvoir avec le soutien des impérialistes américains et de leurs alliés. Le nouveau gouvernement est une marionnette des impérialistes, qui l'a placé au pouvoir dans le but de promouvoir des plans géopolitiques et géostratégiques précis.

Dans le même temps, les développements en Ukraine confirment que les organisations nazies et néo-nazies sont des instruments du système capitaliste et les ennemis de la classe ouvrière et des couches populaires. Le mouvement syndical international de classe exprime sa solidarité internationaliste avec les travailleurs vivant en Ukraine. Il soutient le droit des travailleurs vivant en Ukraine pour lutter contre la barbarie capitaliste et contre les risques générés par les rivalités entre les Etats-Unis, l'Union européenne et la Russie.

Le Secrétariat de la FSM

QUI SOMMES-NOUS ?

Le ROC-ML est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunes Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour mission de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.